

Une manifestation a lieu place du Trocadéro cet après-midi

Des associations mobilisées contre la pollution

« Chacun a le droit de vivre dans un environnement respectueux de sa santé », dit l'article 1 de la charte de l'Environnement, adossée à la Constitution française. Pour défendre cette clause qu'il juge bafouée, le collectif Ile-de-France Environnement organise cet après-midi une grande manifestation sur la place du Trocadéro (XVI^e).

Ile-de-France Environnement, qui fédère au moins 370 associations, entend attirer l'attention des pouvoirs publics sur « la toxicité de l'air ambiant » et dénoncer « un problème de santé publique avéré ». Parmi les participants l'Advocnar (Association de

défense contre les nuisances aériennes) compte se mobiliser fortement. « Le trafic aérien participe à la pollution générale », explique Patric Kruissel, membre de la structure. « D'autant que les avions n'ont aucune contrainte, alors que pendant les pics de pollution, on demande aux automobilistes de réduire leur vitesse, par exemple. »

L'Advocnar réclame plusieurs mesures pour protéger le cadre de vie des Franciliens : « Un plafonnement du trafic aérien, des trajectoires épargnant les zones densément peuplées, le renouvellement accéléré des flottilles pour des avions moins polluants et moins bruyants. »

M.A.P.

Bilan de leurs doléances dans trois semaines

Vélorution fait la tournée des candidats

Aujourd'hui comme chaque samedi de mois, la manifestation festive cycliste mensuelle « Vélorution », ouverte à tout ce qui roule à l'essence musculaire — rollers, trotinettes, voitures à pédales... —, s'élancera à 14 heures de la place de la Bastille. Mais cette virée de février affiche un « plus » : les rouleurs prévoient de faire le tour des permanences électorales des candidats à la mairie de Paris. Les cyclistes y présenteront leurs doléances et espèrent faire entrer la lutte contre la pollution dans la campagne municipale. Ils demanderont aux candidats « quelles mesures significatives peuvent être prises par les élus pour réduire la circulation motorisée et sa pollution », et leur donnent déjà rendez-vous pour une rencontre « bilan », le 20 février à la Maison du Vélo à Paris.

ECHO DE CAMPAGNE

Beigbeder (DVD) lâché par une tête de liste du IV^e

A peine affichées dans les vingt arrondissements de Paris, les têtes de listes dissidentes de l'ancien UMP Charles Beigbeder viennent de perdre une des leurs. L'ex-Udi, Anne Lebreton, investie dans le IV^e, a décidé de claquer la porte à cause de la candidature

dans le 1^{er} arrondissement, de Stéphane Journot, exclu de l'UMP pour ses dérapages homophobes. Quant à Marie-Claire Carrère-Gée, la candidate dissidente dans le XIV^e, elle est soutenue par « Paris libéré » mais mène campagne sous sa propre bannière.

IX^e Huit médecins hospitaliers ont rejoint le Cosem

Des urgentistes au dispensaire

En quittant la rue de Rome (VIII^e) et des locaux devenus inadaptés, trop complexes à rénover, le centre de santé Cosem (la Coordination des œuvres sociales et médicales, regroupant 3 centres de santé à Paris), n'a pas seulement donné à ses équipes et ses patients des locaux flambant neufs, à deux pas de l'Opéra. Le nouveau « Centre médical Auber », qui vient d'ouvrir rue Boudreau (IX^e), met un pied dans l'univers jusqu'alors réservé à la médecine hospitalière : le soin d'urgence.

C'est « Urgent Care », un petit service dont l'équipe de 7 médecins et 4 infirmiers assurent au quotidien, aux heures d'ouverture du dispensaire (9 heures à 19 heures), la prise en charge des petites et moyennes urgences. S'il n'a pas le titre d'un service d'urgences hospitalières, cet « Urgent Care » à l'anglo-saxonne, dont l'enseigne s'impose en rouge sur blanc à l'entrée du bâtiment, a pourtant sa carte à jouer dans l'offre de soins parisiennes. Encore plus alors que les Services d'Accueil d'Urgence (SAU) recherchent des solutions pour éviter l'engorgement.

Urgent Care reçoit 5 à 10 patients par jour

Le Dr Patrick Vidal croit en sa proposition de soins. Médecin urgentiste dans un hôpital du Val-d'Oise, il a rejoint le Cosem à mi-temps pour monter ce petit service ultramoderne équipé pour recevoir de la traumatologie sans rendez-vous, avec la possibilité de faire des gestes d'urgence.

« Nous sommes partis du constat qu'aujourd'hui les urgences de moyennes et faibles gravités attendent très longtemps. Or si on est bien organisé, elles peuvent être



Rue Boudreau (IX^e). Dans ces locaux totalement neufs, le petit service « Urgent Care » compte 8 médecins urgentistes, dont le Dr Vidal (au fond). (L.P.E.S.)

prises en charge en moins d'une heure ». Le service du Cosem a été conçu dans cet objectif, avec deux salles d'examen et une salle « d'appoint en médecine générale où il est possible de passer immédiatement des radios... « Je suis allé à New-York voir comment fonctionnait ce type de structures, raconte le Dr Vidal. Là-bas on les appelle des « walking-clinics ». C'était parfaitement adaptable ici, avec le double avantage que pour le patient, le cadre est beaucoup moins anxiogène, et que c'est comme aller à l'hôpital puisque nous exerçons en secteur 1, (au tarif de base de la prise en charge sécurité sociale, NDLR). Le fait d'être installé au centre de Paris devrait inciter les gens à venir plus facilement ».

Depuis son ouverture, Urgent

Care reçoit environ 5 à 10 patients par jour. Entorse de cheville, lombalgies aiguës, infection urinaire, angine, hématome sévère... « La plupart de ces patients ont pu être traités ici, souligne le patron de l'équipe, et nous avons fait transférer en moyenne un malade à l'hôpital, chaque semaine ». Des transferts jusqu'à présent orientés vers les hôpitaux publics de la capitale.

« L'essentiel, c'est de montrer que nous avons notre place à prendre pour désengorger les hôpitaux ». Le centre de santé espère aussi gagner son autorisation pour s'équiper d'un scanner et d'une Imagerie à résonance magnétique (IRM).

ÉLODIE SOULIÉ

Cosem : 9, rue Boudreau (IX^e). Tél. 01.53.38.27.27.

XX^e Le relais Ménilmontant est installé dans ces locaux depuis 1976

Le centre social menacé d'expulsion par l'archevêché

Le relais-Ménilmontant va-t-il devenir une association sans local fixe ? Les responsables de ce centre social de quartier agréé par la CAF, qui accueille chaque année près de 400 familles, le redoutent de plus en plus. Et pour cause : L'archevêché de Paris, propriétaire du petit bâtiment du 85 bis rue de Ménilmontant que l'association occupe à titre gracieux depuis... 1976, a désormais l'intention de « rentabiliser » son bien immobilier. Soit en le vendant, soit en le louant au centre social mais cette fois au prix fort.

L'association emploie 40 personnes

« Dans le deux, cas c'est incompatible avec notre budget associatif, qui provient essentiellement des subventions de la mairie de Paris et de la CAF. Aux dernières nouvelles, les services immobiliers de l'archevêché proposent un loyer de 15 €/m², alors que les autres centres sociaux subventionnés par la mairie ont des loyers de 3 à 5 € ; m². Ce n'est pas jouable », note Daniel Duchemin, le président du relais, en déplorant ce récent contentieux avec l'archevêché.



Rue de Ménilmontant (XX^e). Daniel Duchemin, président du relais. (L.P./B.H.)

« A l'origine, ici c'était une cité de transit gérée par l'église » rappelle le responsable associatif. Le bâtiment occupé par le relais-Ménilmontant (un rez-de-chaussée de 450 m², quasiment dépourvu de fenêtres et enclavé dans la cour) servait alors de lieu de réunion pour les habitants de la cité. A l'initiative du curé de la paroisse de l'époque, le local a été mis à la disposition de l'association en 1982. Après accord le locataire ne paye que les charges et les impôts dus pour le bâtiment.

Ce système, sans coût mais également sans revenu pour le propriétaire, a perduré jusqu'en 2009 date à laquelle l'AIDP (l'association immobilière du diocèse de Paris) a annoncé qu'elle souhaitait vendre le site.

Quatre ans et d'innombrables réunions plus tard, les négociations menées sous l'égide de la ville de Paris semblent désormais dans l'impasse. L'accord officiellement pris fin le 31 décembre dernier. Depuis, le relais-Ménilmontant est théoriquement redevable d'une indemnité d'occupation de 150 € ; par jour. Contactée, l'AIDP qui gère les propriétés de l'église n'a pas souhaité s'exprimer sur le sujet.

Le président du relais qui emploie 40 personnes (19 équivalents temps-plein) vient d'écrire une lettre ouverte à Mgr Vingt-Trois, archevêque de Paris, pour lui rappeler l'importance « sociale » de l'association. Un rassemblement de soutien est prévu cette après-midi à partir de 14 heures dans « leurs » locaux. L'appel à cette réunion, affiché à l'entrée du local, débute par une affirmation : « Nous ne partirons pas ! »

BENOIT HASSE

Direction Eric-Emmanuel Schmitt & Bruno Metzger

THEATRE RIVE GAUCHE

FRANCIS HUSTER JEAN-CLAUDE DREYFUS

LA TRAHISON D' EINSTEIN

de ERIC-EMMANUEL SCHMITT mise en scène STEVE SUISSA

avec DAN HERZBERG

LOCATION : 01 43 35 32 31
www.theatre-rive-gauche.com

Magasins Fnac - Carrefour
0 892 68 36 22 (0,34€/min) www.fnac.com

Le Parisien 3